



Agence pour l'Evaluation de  
la Qualité de l'Enseignement Supérieur

**Evaluation des cursus « Sciences politiques »  
2009-2010**

**RAPPORT FINAL DE SYNTHÈSE**

**Université Libre de Bruxelles (ULB)**

Comité des experts :

M. Philippe BRAUD, président

M. J. Peter BURGESS, M. Yves DELOYE, M. Guy LACHAPELLE,

M. Jean-Philippe LERESCHE et M. Yves VAN ONSEM

**10 juin 2010**

## **INTRODUCTION**

L'Agence pour l'Évaluation de la Qualité de l'Enseignement Supérieur (AEQES) a procédé en 2009-2010 à l'évaluation des cursus « Sciences politiques », c'est-à-dire :

- du Bachelier en « Sciences politiques »
- du Master en « Sciences politiques orientation générale »
- du Master en « Sciences politiques orientation relations internationales »
- du Master en « Administration publique »
- du Master en « Etudes européennes »

Le comité des experts, mandaté par l'AEQES, a procédé à une visite du Département de Science Politique et de l'Institut d'Études Européennes (IEE) les jeudi 25 et vendredi 26 février 2010. Le présent rapport rend compte des conclusions auxquelles sont parvenus les experts après lecture du rapport d'autoévaluation et à l'issue des auditions et observations faites *in situ*.

Tout d'abord ils tiennent à remercier Pascal Delwit, en tant que Doyen de la Faculté de Sciences Sociales et Politiques - Solvay Brussels School of Economics and Management (SOCO) de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) mais aussi en tant que coordonateur du rapport d'autoévaluation, pour sa parfaite coopération et sa pleine disponibilité à cette étape du processus d'évaluation externe. Ils ont pu travailler dans les meilleures conditions possibles de confort matériel et de liberté intellectuelle. Plus généralement, ils se sont unanimement félicités de la qualité des entretiens qu'ils ont menés avec les diverses catégories d'interlocuteurs : professeurs et « scientifiques »<sup>1</sup>, personnels administratifs et techniques, représentants des étudiants et anciens étudiants, même s'ils ont pu regretter l'absence, pour des raisons conjoncturelles, de représentants des employeurs.

Le présent rapport passe en revue les points forts et les points d'amélioration que les experts ont cru pouvoir identifier en regard des chapitres ci-dessous. Il débouche ensuite sur une analyse des risques et opportunités avant de formuler des recommandations.

---

<sup>1</sup> Au sens, retenu *infra*, de doctorants et docteurs chargés d'un enseignement.

Multiculturelle et située au cœur de l'Europe, l'Université Libre de Bruxelles (ULB), créée en 1834, est une université complète couvrant toutes les disciplines et tous les cycles d'études au travers de huit Facultés<sup>2</sup> et quatre Ecoles et Instituts d'enseignement et de recherche.

Les cursus « Sciences Politiques » s'y déploient dans deux structures institutionnelles distinctes mais associées tant pédagogiquement qu'au niveau des recherches en science politique : le Département de Science Politique de la Faculté SOCO et l'IEE de l'ULB. Dans le cadre de l'IEE, les cursus de Sciences Politiques concernent exclusivement le niveau Master (en études européennes, finalité politique) et le Doctorat. Ils portent sur tous les niveaux (Bachelier, Master, Doctorat) dans le cadre du Département de Science Politique qui doit prochainement donner naissance à une Faculté de Sciences sociales et politiques, séparée de la Solvay Brussels School of Economics and Management.

### PRINCIPALES FORCES RECONNUES

- 1 Premier point à relever, la qualité documentaire du rapport d'autoévaluation. Il est en effet volumineux et très complet du point de vue des informations fournies. Cependant la partie proprement analytique aurait sans doute gagnée à être plus développée, au-delà des pages qui lui sont consacrées dans le chapitre 6 (qui est, par ailleurs, d'un grand intérêt). Les experts ont également perçu, dans toutes les catégories de personnels concernées, une attitude ouverte et positive à l'égard du processus d'évaluation. Celui-ci semble avoir déjà porté des fruits comme en témoignent des démarches récentes : élaboration au niveau de l'université d'une charte qualité ; mise en place dans la faculté d'une cellule qualité qui sera associée au suivi de cette évaluation.
- 2 Second point notable, l'engagement d'une réflexion sur un plan d'action stratégique à moyen terme (cinq ans). Des premiers jalons ont été posés notamment en termes de profils de recrutements à opérer. Dans le cadre de l'évolution institutionnelle de la Faculté des sciences sociales et politiques, la création d'un Comité scientifique international qui se réunirait une fois par an, vise à favoriser une réflexion sur la meilleure adaptation possible des profils de formations dans un monde mouvant et incertain.
- 3 La Faculté SOCO ainsi que l'IEE ont créé leur site Internet où l'on trouve beaucoup d'informations et de documents pédagogiques utiles aux étudiants. La cellule qualité de l'université y diffuse ses indicateurs à destination des facultés. Par ailleurs, le Département de sciences politiques est l'une des deux seules entités de l'université à s'être doté d'un responsable communication.
- 4 Quant au milieu humain de travail, chacun est d'accord pour souligner le bon climat des relations entre les diverses catégories de personnels académiques, administratifs et techniques. Il en va de même en ce qui concerne les relations entre enseignants et étudiants, ces derniers soulignant la disponibilité de leurs professeurs et chargés de travaux pratiques.

### PRINCIPAUX POINTS D'AMELIORATION DETECTES

- 1 Malgré les points forts de la politique de communication du Département, soulignés *supra*, il faut néanmoins mentionner certaines faiblesses relevées par des étudiants, surtout il est vrai en Bachelier. Il semble que beaucoup d'entre eux aient quelque peine à identifier immédiatement le service compétent et, quand ils y accèdent, à trouver porte ouverte compte tenu des horaires d'ouverture pratiqués. Certains pensent que les informations en période électorale ne les ont pas atteints (délais et listes de candidatures, procédures de vote...). Enfin, en troisième année de Bachelier, un flottement demeure dans l'esprit d'un certain nombre d'étudiants en ce qui concerne les orientations et le fonctionnement des Masters. Une meilleure visibilité des « personnes-ressources » en matière d'information semble souhaitée.

---

<sup>2</sup> Une huitième Faculté a récemment été créée suite à l'intégration des Instituts Supérieurs d'Architecture aux Universités.  
Evaluation « Sciences politiques » - 2009-2010

- 2 Les évaluations des enseignements par les étudiants s'effectuent tardivement (à la rentrée suivante), ce qui aboutit à informer les enseignants concernés plusieurs mois après la fin du cours évalué. Le questionnaire, distribué par Internet, semble extrêmement succinct et porter plus sur l'enseignant que sur l'enseignement. Des inquiétudes existent sur le degré de confidentialité des informations recueillies en raison du vecteur utilisé mais aussi de la composition de la commission qui les synthétise. Enfin on relève l'absence de retour d'information auprès des étudiants.
- 3 S'agissant du suivi des anciens étudiants (un problème toujours difficile à gérer), tout semble à faire. Il n'existe pas une association d'anciens avec laquelle le Département de Science Politique et l'IEE seraient en dialogue constant, ni de statistiques sur les parcours professionnels des étudiants sortis des différents Masters.

#### *RECOMMANDATION*

- 1 La culture Qualité émerge à l'ULB à travers l'énoncé de plusieurs principes et, plus particulièrement, l'adoption récente de la Charte de la Qualité. Cependant, la pénétration et la mesure de cette qualité devraient encore faire l'objet, au sein du Département de Science Politique comme de l'IEE, d'une réflexion concernant les objectifs à atteindre et les moyens à mobiliser. Il serait par exemple de la plus grande utilité que les enseignants et les étudiants aient un retour plus rapide sur les évaluations faites en cours.

## CHAP 2 : Les programmes d'études

---

### PRINCIPALES FORCES RECONNUES

- 1 Le comité des experts a voulu d'abord souligner la parfaite clarté de l'affichage des objectifs poursuivis dans la formation considérée. Tant le rapport d'autoévaluation que les documents d'information mis à la disposition du public et des étudiants, insistent sur la volonté de concilier le souci d'excellence avec l'ouverture au plus grand nombre. Le Doyen qui a repris explicitement cette formule lors des entretiens avec les experts, n'a d'ailleurs pas caché qu'il s'agit là d'un défi difficile à relever car le grand nombre d'étudiants et les différences de niveau qu'il implique, contribuent parfois à rendre plus difficile la mise en œuvre de standards de qualité tant au niveau des méthodes que des connaissances de fond. S'agissant des Masters, le comité des experts a pu noter le souci de « nourrir l'enseignement par la recherche », ce dont il s'est félicité. La réflexion sur les référentiels de compétences se veut en conformité étroite avec les standards communément acceptés de la discipline, sous réserve naturellement des adaptations qui s'imposent au vu des choix scientifiques et pédagogiques opérés.
- 2 Le comité des experts relève également la grande cohérence des programmes de sciences politiques tout au long du cursus de Bachelier. On y entre de plain-pied dès la première année, grâce à un petit nombre de cours, mais avec une claire préoccupation de progression et de renforcement en deuxième et troisième année de Bachelier. Cette cohérence semble renforcée par le souci d'une coordination pédagogique entre enseignants qui se réunissent régulièrement, de façon à éviter les recoupements ou les lacunes dans les programmes. À noter cependant que le format de 24 heures paraît favoriser ici la multiplication des cours du type *Introduction à...*, au détriment peut-être d'un authentique approfondissement des matières abordées.
- 3 S'agissant des approches pédagogiques, on note que les travaux pratiques sont d'autant plus nombreux que l'on progresse dans les années de Bachelier (et que les effectifs étudiants se réduisent). Par ailleurs, les orientations pratiques apparaissent plus visibles dans les cours à option que dans les cours fondamentaux dont la visée demeure plus théorique.
- 4 Quant aux mémoires, obligatoires en Master, ils sont manifestement le lieu privilégié pour mettre en œuvre cette préoccupation d'associer étroitement la recherche à l'enseignement car les standards (problématique et références théoriques donnant sens au travail de terrain) atteignent un niveau très satisfaisant d'exigence. L'existence d'un *Guide du mémoire* de grande qualité atteste le sérieux de cette prise en compte. Une innovation a retenu plus particulièrement l'attention : la création d'un Master en un an (pour l'instant) intitulé *Master in Political Science* entièrement en anglais. Une double question se pose néanmoins. S'il demeure en un an, en l'état actuel des textes, il ne permet pas l'accès aux études doctorales, ce qui semble fâcheux. En revanche, s'il devenait un Master en deux ans, cet inconvénient disparaîtrait mais la filière ne ferait-elle pas duplication par rapport au Master en français de sciences politiques orientation générale ?

### PRINCIPAUX POINTS D'AMELIORATION DETECTES

- 1 Dans les objectifs généraux assignés à la formation de sciences politiques, la préoccupation de l'employabilité apparaît assez peu visible. Il semble même que ce choix soit assumé puisque les autorités du Département ainsi que certains enseignants insistent sur la priorité donnée à la formation intellectuelle de leurs étudiants et à la recherche scientifique. Dans le triptyque : enseignement, recherche, professionnalisation, ce dernier pilier est clairement le plus faible actuellement.
- 2 Du fait du grand nombre d'étudiants en Bachelier, et parfois aussi en Master, l'innovation en matière pédagogique rencontre des obstacles redoutables. En première année de Bachelier, les cours *ex cathedra* demeurent la règle et l'évaluation en fin de quadrimestre par QCM tient une large place au détriment de modes d'évaluation qui fassent davantage appel aux capacités de raisonnement et de construction d'une

argumentation. En Master, le recours à des méthodes innovantes reste encore marginal. Simulations, jeux de rôles, usage de laboratoires de langues ou d'équipements vidéo, et même présentation mutuelle de travaux de recherche par les étudiants, mériteraient sans doute d'être beaucoup plus largement développés. On signale également qu'en première année de Master, il existe une forte hétérogénéité des acquis chez les nouveaux entrants, ce qui contraint les professeurs à de difficiles remises à niveau.

- 3 Le problème de l'enseignement des langues, notamment de l'anglais, mérite d'être évoqué à part. Les cours d'anglais, en première année de Bachelier tout particulièrement, ont-ils une réelle utilité si le travail en laboratoires est impossible à organiser du fait des effectifs, et si les auditoriums ne sont pas largement fractionnés par niveaux de maîtrise de la langue enseignée ? Or la maîtrise active et passive de l'anglais, voire celle d'une troisième langue, constitue aux yeux des experts un élément essentiel d'une formation moderne de sciences politiques, notamment – mais pas seulement - sous l'angle de sa professionnalisation (on pense tout particulièrement aux Masters Relations internationales et Études européennes). Le comité des experts est toutefois conscient du fait que le développement de l'anglais entraîne des conséquences à tous les niveaux : de l'organisation administrative (avec des personnels qui devraient pouvoir pratiquer couramment cette langue) à la politique d'achats de livres et de revues dans les bibliothèques. Quant aux cours en anglais, s'il faut saluer leur existence, encore faut-il qu'ils s'inscrivent dans une logique de nécessité intellectuelle au sein de la filière.
- 4 En Master, le souci de fonder l'enseignement sur la recherche explique l'existence de cours de méthodologie de la science politique préparant au mémoire. Dans certains cas, le contenu, peut-être trop exclusivement théorique, semble en décalage avec les attentes des étudiants. À l'IEE, ce séminaire semble mal placé puisqu'il est situé au second quadrimestre de la deuxième année de Master, soit à un moment où les étudiants ont déjà formulé leur sujet de mémoire depuis le début de l'année. Quant au nombre élevé de mémoires (300 environ), il fait peser une lourde charge sur chacun des enseignants (une trentaine de directions en moyenne par personne). Comment mieux répartir cette charge et, surtout, éviter les mesures d'allègement qui auraient pour effet d'en affaiblir la qualité ?
- 5 La gestion des stages a retenu l'attention des experts. La possibilité d'en effectuer existe en Master mais ils demeurent facultatifs (à l'IEE, ils semblent plus répandus qu'au Département). Actuellement, les étudiants doivent les rechercher par eux-mêmes car il n'existe pas encore d'offre structurée par l'établissement. Cela présente de multiples inconvénients. D'abord l'inégalité entre étudiants en raison du plus ou moins fort capital social détenu par leur entourage ; ensuite, la possible inadéquation des stages au profil intellectuel de la filière, voire leur manque total d'intérêt. En outre, quand les étudiants choisissent de faire un stage, ils peuvent rencontrer de sérieux obstacles. Dans certains cas, celui-ci se déroule pendant une période de cours qu'ils doivent donc manquer. Dans d'autres cas, le stage est placé dans un créneau libéré au premier et non au second quadrimestre de la deuxième année de Master ; cette situation rompt le lien avec l'entreprise ou l'organisation, ce qui rend plus aléatoire une éventuelle transformation du stage en embauche. Enfin, le stage est mal rémunéré : soit 6, soit 10 crédits ECTS. Pour les étudiants qui l'auraient suivi, il en résulte un déséquilibre fâcheux de l'année universitaire puisqu'ils doivent obtenir 54 ou 50 crédits ECTS sur un seul quadrimestre. Plus fondamentalement, le médiocre statut des stages dans la structure des Masters illustre une certaine faiblesse des liens de la Faculté SOCO avec son environnement professionnel, ainsi qu'une relative sous-évaluation du problème de l'employabilité des étudiants de ses filières.

#### RECOMMANDATIONS

Outre les mesures de détail suggérées *supra* (notamment politique des stages et enseignement des langues), le Comité des experts a souhaité insister sur les points suivants :

- 1 Il est important que le Département et l'IEE continuent de développer leur stratégie de renforcement des standards d'enseignement de la science politique. Bénéficiant d'une bonne notoriété internationale en matière de recherche, ils disposent d'un capital précieux au service de ses filières de formation. Une réflexion sur le renforcement des conditions intellectuelles d'attractivité des Masters devrait être engagée pour éviter que trop de très bons étudiants du Bachelier quittent l'ULB. Cela suppose probablement de développer à la

fois le souci de formation théorique et celui d'une professionnalisation solide. Y contribuerait également le renforcement du Master en horaire décalé qui, si son attractivité se confirme, devrait être porté à deux ans.

- 2 L'ancrage du Département et de l'IEE dans le tissu bruxellois devrait les inciter à privilégier, tout particulièrement en Master, le développement des relations internationales et des études européennes, quitte à renoncer à des « finalités » comme « Didactique » si elles suscitent peu d'intérêt auprès des étudiants. Dans un contexte d'émulation, voire de concurrence, priorité devrait être donnée à l'excellence. Cela suppose, en pratique, d'accueillir un effectif optimal d'étudiants, qui soit en relation réaliste avec les capacités d'encadrement, la possibilité de mettre en œuvre des méthodes innovantes, l'identification des débouchés professionnels existants à moyen terme.
- 3 Les liens avec les milieux professionnels susceptibles d'offrir des débouchés aux étudiants pourraient être sérieusement renforcés. Parmi les moyens d'action concevables, les experts ont relevé la mise en place d'une politique systématique d'offres de stages (en Master), une attention plus grande portée au maintien des liens avec les anciens étudiants, le renouvellement d'expériences comme les Job Fairs et les Job Days (à l'instar de celui du 8 mars 2010), voire un recours plus systématique aux interventions ponctuelles d'experts dans certains enseignements (études européennes, relations internationales, administration publique).

## CHAP 3 : Vie étudiante

---

### PRINCIPALES FORCES RECONNUES

- 1 S'agissant du taux de réussite aux examens de 1<sup>ère</sup> année, il semble conforme aux moyennes observées en Communauté française de Belgique. En fait, les effectifs importants de la première année limitent la portée des mesures prises pour réduire l'importance des échecs. À noter toutefois que quelques enseignants valorisent le suivi d'étudiants en petits groupes et réalisent des examens blancs pour les préparer aux types de questions qu'ils pourraient rencontrer lors de l'examen.
- 2 Il existe un campus numérique de qualité très riche d'informations et d'une grande facilité d'accès et de navigation. À noter que la Wifi est disponible gratuitement sur l'ensemble du campus. Des matériels adaptés aux étudiants souffrant d'un handicap auditif ou visuel sont également disponibles.

### PRINCIPAUX POINTS D'AMELIORATION DETECTES

- 1 S'agissant des syllabi, en principe généralisés, le comité des experts observe que certains enseignants n'en ont pas rédigé. Surtout, le terme recouvre en fait des produits très diversifiés : présentation de cours, *reader*, photocopié. En revanche, on n'y trouve pas toujours, de façon systématisée, des informations complètes sur les objectifs de l'enseignement et les connaissances qui seront supposées connues à son terme, ni une description des indicateurs de performance, ni les précisions souhaitables sur les critères et modalités d'évaluation des étudiants.
- 2 On peut également se demander comment se mesure la valeur du crédit ECTS pour rémunérer les travaux personnels des étudiants ; ce qui soulève la question plus large de la mesure de leur charge globale de travail sur l'ensemble de l'année.
- 3 Quant à la politique de remédiation, elle apparaît encore légère même si la direction et les enseignants du Département sont parfaitement conscients du problème des taux d'échec, en 1<sup>ère</sup> année surtout. Les solutions envisageables ne se dessinent pas nettement, notamment en matière d'aide pédagogique personnalisée.
- 4 Le parc informatique de l'université (service mutualisé au service des différentes facultés) est très restreint, compte tenu du nombre total d'étudiants présents sur les campus de l'ULB. Certes, la gratuité de l'accès Wifi, souligné plus haut, compense cette situation mais suppose que tous les étudiants puissent se doter d'un ordinateur portable personnel, ce qui n'est pas sans créer des inégalités potentielles d'accès.



## CHAP 4 : Les ressources

---

### PRINCIPALES FORCES RECONNUES

- 1 Le comité des experts a relevé la politique de diversification des recrutements d'enseignants, notamment en provenance de l'international. Cette volonté d'ouverture vise des objectifs d'excellence aussi bien sur le plan de l'enseignement que de la recherche. Elle ne peut qu'être approuvée. En outre, elle est associée à une offre de formation pédagogique aux nouveaux enseignants. Mais celle-ci est-elle adaptée ou même facilement accessible ? Elle ne semble pas systématiquement saisie par les intéressés potentiels.
- 2 La visite de la bibliothèque des Sciences Humaines et Sociales (SHS) de l'université met en évidence la qualité de la partie consacrée aux ouvrages de sciences politiques et sociales : libre accès à de très nombreux ouvrages ainsi qu'aux numéros récents de toutes les revues importantes pour la discipline ; bon équipement informatique, nombre relativement élevé de places offertes aux étudiants (mais en période de « blocus » les places de travail peuvent venir à manquer) ; le tout dans un cadre agréable et propice au travail intellectuel. À noter que les horaires d'ouverture en continu de cette bibliothèque prennent en considération la demande étudiante plus élevée en période d'examens (ouverture jusqu'à 22 H au lieu de 20 H).

### PRINCIPAUX POINTS D'AMELIORATION DETECTES

- 1 Le taux d'encadrement des étudiants semble insuffisant. Outre l'existence de groupes allant jusqu'à 50 étudiants pour des travaux pratiques et des séminaires, trois indicateurs ont été relevés par les experts. L'importance des cours *ex cathedra* à gros effectifs, au moins dans les premières années du Bachelier. Le fait que les nouveaux enseignants (en particulier les assistants) se voient imposer, par nécessité, une charge de cours ou de travaux pratiques qui ne leur permet pas, la première année, de se consacrer à leur recherche (théoriquement 50% de leur temps devrait être consacré à leur thèse). Enfin, la réduction à deux personnes des jurys pour la soutenance des mémoires et la diminution du nombre de pages desdits mémoires.
- 2 Les locaux étaient jusqu'ici un peu étroits pour accueillir les étudiants dans les cours à gros effectifs, mais la mise en service d'un amphithéâtre dès cette année, puis d'un second l'an prochain, devrait considérablement améliorer la situation. De façon générale, on observe que le Département et l'IEE disposent de locaux un peu vieillissants et relativement dispersés et, surtout, qu'ils manquent de matériels pédagogiques de pointe.

### RECOMMANDATION

- 1 Comme le manque de moyens financiers adéquats constitue souvent un frein à la mise en œuvre d'innovations souhaitées, le Département comme l'IEE pourraient sans doute explorer de nouvelles formes de *Fund Raising*. Des Fondations belges ou internationales seraient peut-être utilement sollicitées pour soutenir des projets de nouvelles filières, voire des améliorations matérielles à l'instar de ce qu'a obtenu l'IEE auprès de la Fondation Spaak.

## **CHAP 5 : L'entité<sup>3</sup> dans son contexte**

---

### *PRINCIPALE FORCE RECONNUE*

On relève avec intérêt la mise en place d'une cellule (2 personnes) responsable de la prise en charge des étudiants venus de l'extérieur dans le cadre des programmes d'échanges internationaux.

### *RECOMMANDATION*

Le Département de Science Politique qui, avec la mise en place d'un Comité scientifique international, s'est engagé dans une politique de développement de ses relations externes, devrait vigoureusement poursuivre dans cette voie en vue d'élargir le spectre et la qualité de ses partenariats universitaires et scientifiques (accords d'échanges d'étudiants, missions croisées de personnels enseignants).

---

<sup>3</sup> Entité responsable de la gestion des programmes d'études évalués  
Evaluation « Sciences politiques » - 2009-2010

Le comité des experts a voulu retenir deux éléments principaux. D'une part, la situation de l'ULB, de son Département de Science Politique et de son IEE, au cœur de Bruxelles capitale de la Belgique et capitale de l'Europe. D'autre part, l'existence de restructurations universitaires susceptibles d'offrir aussi bien des défis à relever que des fenêtres d'opportunité.

#### *L'opportunité Bruxelles-capitale*

Pour le Département de sciences politiques comme pour l'IEE, le fait de se trouver si étroitement proches des milieux gouvernementaux belges et européens constitue un atout majeur. D'abord parce que cette proximité signifie la présence d'un bassin d'emplois important pour ses étudiants. Ce sont les cabinets ministériels belges au niveau fédéral, régional et communautaire, ainsi que les collectivités locales de Bruxelles capitale ; la fonction publique européenne et les cabinets des commissaires européens ; les ambassades des pays accrédités auprès de la Belgique ou de l'UE ; surtout peut-être, les groupes d'intérêt représentés auprès de la Commission ou des divers Comités institués. Par ailleurs la notoriété de Bruxelles doit permettre au Département de science politique de l'ULB comme à l'IEE d'attirer des étudiants internationaux notamment ceux qui sont intéressés par le fonctionnement de l'UE (et qui peuvent parfois utilement souhaiter entrer dans ses structures surtout quand ils proviennent des nouveaux pays entrants de l'UE).

La proximité de ces importants centres de décision offre aussi à ces deux entités l'opportunité de recruter dans ces milieux professionnels des experts susceptibles de mettre leur expérience au service du renforcement de l'enseignement dispensé dans les filières de Master. On pense plus particulièrement au Master Études européennes mais aussi à celui de Relations internationales. En associant plus étroitement universitaires et praticiens, une démarche pédagogique originale peut ainsi se déployer, et contribuer au rayonnement international du Département de sciences politiques et de l'IEE.

Enfin on soulignera l'importance d'un possible développement de réseaux constitués aussi bien par les anciens de l'ULB déjà présents dans les instances de pouvoir belges ou européennes, que par les experts appelés à un moment ou à un autre, à collaborer à l'enseignement du Département et de l'Institut. Ces réseaux peuvent se révéler très utiles pour favoriser l'information des étudiants sur des débouchés professionnels et, de façon plus large, permettre une meilleure attention aux attentes de formation, toujours mouvantes, des employeurs dans la société civile nationale ou internationale.

#### *Les risques et les chances liées aux restructurations universitaires en cours*

Aspects externes. Les processus de regroupements, rapprochements et fusions d'établissements universitaires, ne concernent pas directement le Département ni l'IEE mais certains d'entre eux auront une influence indirecte sur leur stratégie puisque un autre pôle bruxellois de sciences politiques devrait s'en trouver renforcé. Cette nouvelle situation doit inciter ces deux entités au dynamisme. Il s'agit pour eux de se repositionner sur ce qu'ils savent le mieux faire ; re-profiler leurs filières dans une perspective d'émulation constructive qui n'exclue pas des coopérations renforcées avec les autres pôles universitaires bruxellois ; redéfinir leur identité pédagogique et scientifique. À cet égard, les Masters Études européennes, Relations internationales et Administration publique sont en première ligne pour affronter les nouvelles données de la concurrence interne et internationale.

Aspects internes. Les restructurations qui s'opèrent au sein de la Faculté des sciences sociales et politiques ont également des incidences sur son plan stratégique d'action à moyen terme. Le départ déjà acquis de la section économique (Solvay Brussels Business School of Economics and Management), les incertitudes concernant le maintien de la Faculté dans son périmètre actuel, soulèvent la question de savoir quel est le cadre le mieux

approprié à la valorisation du cursus de sciences politiques. Dans une Faculté sans Département, le risque à conjurer est celui d'affaiblir sa visibilité externe ; dans une Faculté à deux ou trois Départements, c'est celui de la limitation de ses ressources et de son influence institutionnelle au sein de l'ULB.

## EN SYNTHÈSE

Points forts	Points d'amélioration
<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Attitude ouverte et positive à l'égard du processus d'évaluation</li> <li>⇒ Elaboration d'un plan stratégique à moyen terme</li> <li>⇒ Climat agréable de travail et d'étude</li> <li>⇒ Volonté de concilier excellence et ouverture au plus grand nombre</li> <li>⇒ Bonne notoriété internationale des entités en matière de recherche</li> <li>⇒ Détermination à « nourrir l'enseignement par la recherche »</li> <li>⇒ Réflexion sur les référentiels de compétences en conformité étroite avec les standards de la discipline</li> <li>⇒ Grande cohérence des programmes renforcée par une coordination pédagogique</li> <li>⇒ <i>Guide du mémoire</i> de grande qualité</li> <li>⇒ Création d'un <i>Master in Political Science</i> en un an et entièrement en anglais</li> <li>⇒ Politique de diversification du recrutement d'enseignants (notamment en provenance de l'international)</li> <li>⇒ Bibliothèque des Sciences Humaines et Sociales et parfaite adéquation avec les besoins</li> <li>⇒ Existence d'une cellule d'accueil des étudiants Erasmus au sein de la Faculté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Difficultés internes d'organisation et de communication</li> <li>⇒ Evaluation des enseignements par les étudiants : organisation tardive et pas de retour d'information auprès des étudiants</li> <li>⇒ Absence de suivi des anciens étudiants</li> <li>⇒ <i>Master in Political Science</i> : accès aux études doctorales si maintenu en un an ? doublon du Master en sciences politiques orientation générale si passage à deux ans ?</li> <li>⇒ Préoccupation de l'employabilité peu visible</li> <li>⇒ Cours <i>ex cathedra</i> et QCM trop répandus</li> <li>⇒ Contenu parfois trop théorique des cours de méthodologie et, pour l'IEE, programmation inadéquate</li> <li>⇒ Médiocre statut des stages dans la structure des Masters</li> <li>⇒ Syllabi : disparité en termes de contenu ; mention non-systématique des objectifs, de la description des indicateurs de performance, des précisions sur les critères et modalités d'évaluation des étudiants</li> <li>⇒ Quelle mesure de la charge de travail ?</li> <li>⇒ Faible portée de la politique de remédiation</li> <li>⇒ Portée de la formation pédagogique à destination des enseignants ?</li> <li>⇒ Taux d'encadrement des étudiants insuffisant dans les premières années du Bachelier</li> </ul>

### Opportunités et risques

- ⇒ L'opportunité Bruxelles-capitale
- ⇒ Les risques et les chances liées aux restructurations universitaires en cours (externes et internes)

### Recommandations

- ⇒ Mener une réflexion sur les objectifs à atteindre et les moyens à mobiliser en matière de démarche qualité au sein des entités
- ⇒ Recourir davantage à des approches pédagogiques innovantes
- ⇒ Repenser la place de l'enseignement des langues – et plus particulièrement de l'anglais – dans l'offre de formation
- ⇒ Reconsidérer les modalités des cours de méthodologie préparant au mémoire
- ⇒ Renforcer les liens avec les milieux professionnels
- ⇒ Mettre en place une politique systématique d'offres de stages
- ⇒ Continuer à développer la stratégie de renforcement des standards d'enseignement de la science politique
- ⇒ Renforcer les conditions intellectuelles d'attractivité des Masters
- ⇒ Intensifier l'ancrage des programmes dans le tissu bruxellois
- ⇒ Accueillir un effectif optimal d'étudiants, en relation réaliste avec les capacités d'encadrement, la mise en œuvre de méthodes innovantes et l'identification des débouchés professionnels
- ⇒ Harmoniser la qualité des syllabi et leur contenu informationnel
- ⇒ Explorer de nouvelles formes de financement
- ⇒ Poursuivre la politique de développement des relations externes en vue d'élargir le spectre et la qualité des partenariats



Evaluation 2009-2010 du cursus  
Sciences politiques

**Droit de réponse de l'établissement évalué**

*Commentaire général éventuel :*

L'établissement ne souhaite pas formuler d'observations de fond

Page	Chap.	Point <sup>1</sup>	Observation de fond

Nom, fonction et signature de l'autorité académique dont dépend le département

DELWIT Pascal  
Doyen

Nom et signature du (de la) coordonnateur(-trice) de l'autoévaluation

DELWIT Pascal  
Coordonnateur

<sup>1</sup> Mentionner la rubrique (force, point d'amélioration ou recommandation) suivie du numéro précédant le paragraphe.